

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3308

28 décembre 2013

SOMMAIRE

Atlas Investment Company 2 S.à r.l.	158784	Determination	158783
Binar s.à r.l.	158780	Efir S.à r.l.	158784
BlueOrchard Microfinance Fund	158744	Fedoskina S.A.	158738
Bronti International S.A.	158747	Fero-Mutschen Sàrl	158739
BSI Europe S.A.	158747	Fingames S.A.	158739
Bureau Informatique d'Analyse et de Con- seils en Logiciels	158747	Five Arrows Co-Investments Holding S.C.A.	158739
Bureau Informatique d'Analyse et de Con- seils en Logiciels	158747	Fortilux S.A.	158739
Café Inn 2011 S.à r.l.	158738	Furrholding S.A.	158739
Camoze S.A., SPF	158745	HE Management S.à r.l.	158770
Carrosserie 2000 S.à r.l.	158746	Immobilière Pierre Weydert S.A.	158740
Carrosserie-Auto-Peinture MÜHLEN & FILS	158747	Immo Hoennerbesch S.A.	158740
Caza Immo S.A.	158746	Kafé-Inn S.à r.l.	158740
CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l.	158746	Kamea International S.A.	158740
CBTL S.à r.l.	158746	Lion/Silk Funding Lux 2 S.à r.l.	158741
CCS International S.A.	158745	Lion/Silk Funding Lux 2 S.à r.l.	158741
CENTRE GENERAL D'EXPERTISES COMPTABLES S.à r.l. en abrégé C.G.E. S.à r.l.	158746	LLP S.à r.l.	158768
Cesar Capital	158745	Lucien Heinz S.à r.l.	158742
Chemin Stratégique S.A.	158745	LUSOFIN S.A., société de gestion de patri- moine familial	158742
ColLux CA S.à r.l.	158738	Lux Direct Aqo, S.à r.l.	158741
ColStadia S.à r.l.	158738	Luxfiducia, S.à r.l.	158742
Communebonum S.à r.l.	158738	LuxHabitat	158741
Compagnie Luxembourgeoise d'Entrepri- ses	158740	Magenta Investment Luxembourg SA ...	158759
Computer Resources International (Lu- xembourg) S.A.	158744	Mamo S.A.	158742
Consid Falkensee S.à r.l.	158742	M&K Design S.à r.l.	158741
CPC Lux 1	158745	Pioneer Alternative Investment Funds (Lux)	158781
Damao S.à r.l.	158744	Prontophot Belgium S.A. - succursale de Luxembourg	158743
Delilux S.A.	158743	RP VIII S.à r.l.	158743
		RP VII S.à r.l.	158743
		R-Solution	158743
		USD Rail International S.à r.l.	158748

ColStadia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 115.764.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169514/10.

(130206659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Café Inn 2011 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Bascharage, 74-76, avenue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 158.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169522/9.

(130206600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

ColLux CA S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 150.040.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169511/10.

(130206406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Communebonum S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 99.568.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un gérant*

Référence de publication: 2013169545/11.

(130206812) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Fedoskina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18-20, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 133.484.

Le bilan au 31.10.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2013169631/14.

(130206826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Fortilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 30.833.

Les comptes annuels au 31 mai 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FORTILUX S.A.

Signatures

Administration / Administration

Référence de publication: 2013169637/12.

(130207180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Fingames S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 74.923.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169634/10.

(130206805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Fero-Mutschen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Doncols, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 99.272.

Date de clôture des comptes annuels 31/12/2012 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 05/12/2013.

FRL SA

Signature

Référence de publication: 2013169632/13.

(130206926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Furrholding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169644/9.

(130206411) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Five Arrows Co-Investments Holding S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 147.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169620/10.

(130206507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Kamea International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 97.440.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169730/9.

(130206636) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Kafé-Inn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8226 Mamer, 8, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 145.593.

Les comptes annuels au 31.12.12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169727/10.

(130206692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Immobilière Pierre Weydert S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 127.107.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169691/9.

(130206763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Immo Hoennerbesch S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 69, Parc d'activités de Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 159.959.

Les comptes annuels rectifiés au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Signature

Référence de publication: 2013169689/12.

(130206950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Compagnie Luxembourgeoise d'Entreprises, Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 9.249.

En vertu des articles 70 et suivants de la loi modifiée du 19 décembre 2002 et de la garantie donnée par Compagnie d'Entreprises CFE en faveur de sa filiale Compagnie Luxembourgeoise d'Entreprises, ainsi que l'accord donné par les associés de la société sur l'exemption de la publication des comptes annuels au 31.12.2012, les comptes annuels consolidés de la Compagnie d'Entreprises CFE au 31.12.2012 et le rapport du réviseur sur ces comptes consolidés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013170703/14.

(130207949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Lux Direct Aqo, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 162.090.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169763/9.

(130206854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Lion/Silk Funding Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 143.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2013.

Stijn CURFS
Mandataire

Référence de publication: 2013169761/12.

(130206990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Lion/Silk Funding Lux 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 143.331.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2013.

Stijn CURFS
Mandataire

Référence de publication: 2013169760/12.

(130206989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

LuxHabitat, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 85, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 145.217.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Internationale SA

Référence de publication: 2013169767/10.

(130207106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

M&K Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-8308 Capellen, 69, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 150.111.

Les comptes annuels rectifiés au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2013169792/11.

(130206721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Luxfiducia, S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 71.529.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169787/9.

(130206504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

LUSOFIN S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 47.018.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LUSOFIN S.A., société de gestion de patrimoine familial
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013169784/12.

(130206890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Lucien Heinz S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9744 Deiffelt, Maison 49.

R.C.S. Luxembourg B 106.536.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169783/10.

(130206879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Mamo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 86.655.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169808/9.

(130206413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Consid Falkensee S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 170.931.

Orangefield (Luxembourg) S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, a dénoncé tout office de domiciliation fourni à la société:

CONSID FALKENSEE S.à r.l.

enregistrée au RCS de Luxembourg sous le numéro B170 931

et ce avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 novembre 2013.

Orangefield (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013170704/14.

(130208479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

RP VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 127.095.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169898/10.

(130207137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

R-Solution, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 124.412.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169887/9.

(130206955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

RP VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 127.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169899/10.

(130207142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Prontophot Belgium S.A. - succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-1318 Luxembourg, 58, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 156.374.

Les comptes annuels au 30 avril 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169881/9.

(130206319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Delilux S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 34.303.

Par jugement rendu en date du 5 décembre 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société DELILUX S.A., dont le siège social à L-5616 Mondorf-les-Bains, 3, Impasse E. Diderich, a été dénoncé en date du 21 août 2001.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH et liquidateur Maître Yasemin CENGIZ-KIYAK, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 26 décembre 2013 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Le liquidateur

Référence de publication: 2013170764/16.

(130208751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Computer Resources International (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 2, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 36.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170742/9.

(130208289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

BlueOrchard Microfinance Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 66.258.

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 20 novembre 2013

- a pris note de la démission en tant qu'administrateur de

Monsieur Marc Beaujean, Avenue Louise, 480, B - 1050 Bruxelles, en date du 1^{er} septembre 2013

- a renouvelé le mandat d'administrateur de:

Monsieur Ernst A. Brugger, Lagerstrasse 33, P.O. Box 3977, CH - 8021 Zürich

Madame Isabelle Cabie, Place Rogier 11, B-1210 Bruxelles

Monsieur Benoît Debroyse, Avenue Galilé, 5, B - 1210 Bruxelles

Dexia Asset Management Luxembourg, représentée par Monsieur Naïm Abou Jaoudé, 136, route d'Arlon, L - 1150 Luxembourg

Monsieur Melchior De Muralt, rue de la Corraterie 12, P.O. Box 5335, CH - 1204 Genève

Monsieur Vincent Hamelink, 136, route d'Arlon, L - 1150 Luxembourg

Monsieur Jean-Yves Maldague, 136, route d'Arlon, L - 1150 Luxembourg

Monsieur André Roelants, 42, avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014, ou jusqu'à ce que leurs successeurs aient été désignés

- de renouveler le mandat de Réviseur d'Entreprises de:

PricewaterhouseCoopers, RCS B-65477, 400 Route d'Esch, L-1471 Luxembourg

pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour BlueOrchard Microfinance Fund

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013170655/29.

(130208138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Damao S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 177.124.

Il est porté à la connaissance de tiers que suite à un contrat de cession de parts sociales en date du 30 septembre 2013, l'associé unique Foster Holdings Ltd., a transféré:

- Les 100 parts sociales qu'il détenait dans Damao S.à r.l. à la société SSI Holdings Ltd., ayant son siège social à Whitehall Mansions, Ground Floor, Ta' Xbiex Seafront, Ta' Xbiex, XBX 1026, Malta;

Le nouvel actionnariat s'établit donc comme suit:

- La société SSI Holdings Ltd. détient 100 parts sociales dans Damao S.à r.l.;

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013170750/16.

(130208529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

CCS International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 136.226.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169530/9.

(130206414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Cesar Capital, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 155.889.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013169532/9.

(130207133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Camoze S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 28.787.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013169525/10.

(130206478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

CPC Lux 1, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 147.853.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 décembre 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013169548/12.

(130206901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2013.

Chemin Stratégique S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 136.518.

Par la présente, je tiens à vous faire part de ma décision de renoncer, avec effet immédiat au mandat d'administrateur qui m'avait été confié au sein de votre société.

Luxembourg, le 5 décembre 2013.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013170733/14.

(130208362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

CBTL S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 99.051.

Les comptes annuels au 31-12-2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170727/9.

(130208490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 141.331.

EXTRAIT

Il est à noter qu'en date du 2 décembre 2013 l'adresse professionnelle de l'associé unique de la Société, CBRE Global Investors Asia Holdings B.V., a été modifiée et se situe désormais au: Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, The Netherlands.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CBRE Global Investors Open Ended GP S.à r.l.

Référence de publication: 2013170726/13.

(130208102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Caza Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3501 Dudelange, 35, rue Aloyse Kayser.
R.C.S. Luxembourg B 98.482.

Le Bilan du 1^{er} Janvier au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013170724/10.

(130208641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Carrosserie 2000 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5811 Fentange, 130, rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 24.620.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CARROSSERIE 2000 SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013170723/11.

(130208364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

CENTRE GENERAL D'EXPERTISES COMPTABLES S.à r.l en abrégé C.G.E. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8081 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 164.487.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013170728/11.

(130208734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Bronti International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 142.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170689/9.

(130208074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

BSI Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 122, rue Adolphe Fischer.
R.C.S. Luxembourg B 74.425.

EXTRAIT

Le siège social de la société a été transféré par décision du conseil d'administration du 6, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg, au 122, rue Adolphe Fischer, L-1521 Luxembourg avec effet au 1^{er} octobre 2013:

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170690/12.

(130208048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

BIAC LOG Société Anonyme, Bureau Informatique d'Analyse et de Conseils en Logiciels, Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 80.676.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170691/10.

(130208235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Carrosserie-Auto-Peinture MÜHLEN & FILS, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.A.R.E. Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 12.616.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2013170697/13.

(130208542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

BIAC LOG Société Anonyme, Bureau Informatique d'Analyse et de Conseils en Logiciels, Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 295, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 80.676.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013170692/10.

(130208236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

USD Rail International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 181.698.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the sixth day of November.

Before Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared the following:

USD Rail LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the state of Delaware (United States of America), with its registered office at Corporation Trust Center 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, New Castle, Delaware (United States of America) and registered with the Division of Corporations of Delaware under number 3726404,

represented by Mr Arnaud Fostier, attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a power of attorney which, after having been initialled and signed ne varietur by the holder and the undersigned notary, will be appended to the present instrument for the purpose of registration.

The party, represented as indicated above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of association for a private limited-liability company (société à responsabilité limitée) which it establishes as follows:

Part I. Corporate form And Name, Registered office, Corporate purpose and Term of existence

Art. 1. Corporate Form and Name. The original subscriber and all who may subsequently acquire the shares hereafter issued hereby establish a company which takes the form of a private limited-liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, notably the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Act"), Article 1832 of the Civil Code, as amended, and the present articles of association (the "Articles").

The Company is incorporated under the name "USD Rail International S.à r.l.".

Art. 2. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg. The Company's Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorised to transfer the Company's registered office to any other location in the City of Luxembourg.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may resolve to establish branches or other places of business in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Should extraordinary political, economic or social developments occur or become imminent which are liable to interfere with the Company's normal activities at its registered office or hinder communications within that office or between that office and persons abroad, the Manager or, as the case may be, the Board of Managers may temporarily transfer the registered office abroad, until the end of such extraordinary circumstances. Such temporary measures will not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office abroad, will remain governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Corporate Purpose. The purpose of the Company is the direct and indirect acquisition and holding of stakes, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such shareholdings.

This includes without limitation the investment in, acquisition and disposal of, grant or issuance (without a public offering) of preferred equity certificates, loans, bonds, notes, debentures and other debt instruments, shares, warrants and other equity instruments or rights, including without limitation, shares of capital stock, limited partnership interests, limited-liability company interests, preferred stock, securities and swaps, and any combination of the foregoing, in each case whether readily marketable or not, as well as obligations (including without limitation synthetic securities obligations) in any type of company, entity or other legal person.

The Company may also use its funds to invest in real estate, intellectual property rights or any other movable or immovable asset in any form or of any kind.

The Company may grant pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security as well as any form of indemnity, to Luxembourg or foreign entities, in respect of its own obligations and debts.

The Company may also provide assistance in any form (including without limitation the extension of advances, loans, money deposits and credit as well as the provision of pledges, guarantees, liens, mortgages and any other form of security) to the Company's subsidiaries. On a more occasional basis, the Company may provide the same type of assistance to undertakings that form part of the same group to which the Company belongs or to third parties, provided that doing so is in the Company's interest and does not trigger any license requirements.

In general, the Company may carry out any commercial, industrial or financial transactions and engage in such other activities as it deems necessary, advisable, convenient, incidental to, or not inconsistent with, the accomplishment and development of its corporate purpose.

Notwithstanding the foregoing, the Company shall not enter into any transaction that would cause it to be engaged in a regulated activity or one that requires the Company to have a licence.

Art. 4. Term of existence. The Company is incorporated for an unlimited term of existence.

Part II. Share capital and Shares

Art. 5. Share Capital. The share capital of the Company is set at forty thousand Canadian Dollars (CAD 40,000.-), divided into forty thousand (40,000) shares, with a par value of one Canadian Dollar (CAD 1.-).

In addition to the share capital, a premium account may be set up, to which any premium paid on the shares, over and above the par value, will be transferred. The Company may use the amount held in the premium account to redeem its shares, set off net losses, and make distributions to shareholders or it can allocate the funds to the statutory reserve.

Art. 6. Shares. All shares are and will remain in registered form.

If and when the Company has only one shareholder, this shareholder may freely transfer its/her/his shares.

If and when the Company has several shareholders, the shares may be transferred freely only amongst the shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders, at which at least three quarters of the share capital, which present or represented, cast their vote in favour of such transfer

Shares may be transferred either by means of a notarised instrument or a private agreement. Any such transfer is not binding on the Company or third parties unless duly notified to or accepted by the Company, in accordance with Article 1690 of the Civil Code.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of shares must appoint a single person to represent them vis-à-vis the Company. The Company has the right to suspend the exercise of the rights attached to the relevant share until a single representative is appointed.

Art. 7. Capital Increases and Reductions. The Company's share capital may be increased or reduced on one or more occasions pursuant to a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, provided the quorum and majority set out in these Articles or the Act, as the case may be, are met.

Part III. Management, The board of managers and Auditors

Art. 8. Management. The Company shall be managed by one or more managers, who need not be shareholders in the Company (the "Manager(s)"). If several Managers are appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, which will determine their number, remuneration and the duration of their term of office. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and removed from office at any time, with or without cause, pursuant to a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders.

The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to appoint Class A and Class B Managers.

Even after the end of their term of office, the Manager(s) shall not disclose information that could be detrimental to the Company's interests, except when disclosure is required by law.

Art. 9. Meetings of the Board of Managers. If the Company has a single Manager, the latter will exercise the powers granted by the Act to the Board of Managers.

The Board of Managers will appoint a chairperson (the "Chair") from among its Class A Managers. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

The Board of Managers will meet upon notice given by the Chair or upon request of any Manager. The Chair will preside at all meetings of the Board of Managers. In his absence, the Board of Managers may appoint another Manager as chairperson pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office, provided that an equal number of Class A and Class B Managers are present.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chair has a casting vote. However, any decision to dispose of property of the Company with an aggregate fair market value exceeding 25% of the fair market value of all of the Company's assets shall require approval of at least one Class A Manager.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to-simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content, and each of them signed by one or several Managers.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers. The minutes of meetings of the Board of Managers or, as the case may be, written decisions taken by the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, the sole Manager. Any proxies shall remain appended thereto.

Copies of or extracts from the minutes or decisions shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, the Chair of the Board of Managers or by any two Managers.

Art. 11. General Powers of the Managers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers has the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administration or disposal which are necessary or useful to accomplish the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Act to the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders can be exercised by the Manager or the Board of Manager, as the case may be.

Art. 12. Delegation of Powers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special duties on any member(s) of the Board of Managers or any other person(s), who need not be a Manager or Shareholder of the Company, acting alone or jointly, under such terms as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine; provided, any such conferring of certain powers and/or special duties on shall only be valid and binding by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also establish one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 13. Representation of the Company. If only one Manager has been appointed, the Company will be bound to third parties by the signature of that Manager as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

If the Company is managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound to third parties by the joint signature of any two Managers as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated signatory authority, within the limits of such authority.

Notwithstanding the foregoing, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or more Class A Managers and one or more Class B Managers, the Company will be bound to third parties only by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager, as well as by the joint or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory authority, within the limits of such authority; provided, any such delegation of signature authority by the Board of Managers shall only be valid and binding by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

In addition, the Company shall not transfer funds in an amount greater than the lesser of seven thousand five hundred euro (EUR 7,500.-) or ten thousand United States Dollars (USD 10,000.-) without the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager, nor shall the Company issue debt or incur other obligations in excess of the share capital of the Company as described in Article 5 without the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager.

No Manager shall have the authority to take any action not in compliance with applicable law.

Art. 14. Conflicts of Interest. No contract or transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated solely due to the fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including without limitation any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of, that other company or firm. Except as otherwise provided herein, any duly authorised representative of the Company, including without limitation any Manager, who serves as a duly authorised representative of another company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business shall not, for that sole reason, automatically be prevented from taking part in the deliberations and acting on any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the foregoing, in the event a Manager has a personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the Company's day-to-day management, concluded in the Company's ordinary course of business, and arm's-length transactions, s/he shall inform the Board of Managers thereof and shall not deliberate or vote on the transaction. The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, shall be notified of the transaction and the Manager's interest therein. When the Company has only a single Manager, any transaction to which the Company is a party and in which the sole Manager has a personal interest that

conflicts with the Company's interest therein, other than those falling within the scope of the Company's day-to-day management, concluded in the Company's ordinary course of business, and arm's-length transactions, must be approved by the sole shareholder.

Art. 15. Indemnification. The Company shall indemnify any Manager and the latter's heirs, executors and administrators for expenses reasonably incurred in connection with any action, lawsuit or proceedings to which the Manager may be made a party by reason of being or having been a Manager or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which the Manager is not entitled to be indemnified, except for actions, lawsuits or proceedings in relation to matters for which the Manager is held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters in relation to which the Company has been advised by its legal counsel that the Manager did not commit a breach of his or her duties. This right to indemnification is without prejudice to any other rights to which the relevant person may be entitled.

Art. 16. Audit. Unless the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Act, the supervision of the Company's operations may be, or shall be if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors, who need not be shareholders.

The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of statutory or independent auditors, if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor, and the duration of their term of office. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-appointed at the end of their term and removed from office at any time, with or without cause, pursuant to a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Part IV. Meetings of shareholders

Art. 17. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held annually at the Company's registered office or at any other location specified in the notice of the meeting.

Art. 18. Other General Meetings of Shareholders. The Manager or the Board of Manager, as the case may be, the auditor(s), if any, or shareholders holding more than half the Company's share capital can call other general meetings of shareholders in accordance with the requirements of the Act.

If the Company has less than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not mandatory and the shareholders may vote on the proposed resolutions in writing.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if so required by an event of force majeure, in the opinion of the Manager or the Board of Managers, as the case may be.

Art. 19. Powers of the General Meeting of Shareholders. Any regularly constituted general meeting of shareholders represents the totality of the Company's shareholders.

The general meeting of shareholders shall have the powers reserved to it by the Act and these Articles.

Art. 20. Procedure and Voting. The general meeting of shareholders will meet further to a notice sent by the Manager or the Board of Managers, as the case may be, the auditor(s), if any, or shareholders holding more than half the Company's share capital, which meets the requirements of the Act and these Articles.

The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

If all shareholders are present or represented at a general meeting and state that they have been informed of the agenda, the meeting may be held without notice.

A shareholder may appoint in writing, pdf via email or by fax a proxy holder, who need not be a shareholder, to represent him or her at a meeting.

One or more shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, videoconference or any similar means of communication enabling several persons to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to physical presence at the meeting.

The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

The Chair of the Board of Managers or, in the Chair's absence, any other person appointed by the general meeting of shareholders shall preside over the meeting.

The chairperson of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall appoint one or more returning officer(s).

The chairperson of the general meeting of shareholders, together with the secretary and the returning officer(s), shall form the bureau of the meeting.

An attendance list indicating the name of each shareholder, the number of shares held and, if applicable, the name of the shareholder's representative, shall be drawn up and signed by the members of the bureau or, as the case may be, their representatives.

Each share carries one vote, except as otherwise provided for by the Act.

Except as otherwise required by the Act or these Articles, any amendment to the present Articles must be approved by (i) a majority of the shareholders in numerical terms and (ii) representing three-quarters of the share capital.

Except as otherwise required by the Act or these Articles, all other resolutions must be approved by shareholders representing more than half the share capital. If the required quorum is not met at the first meeting, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions adopted by a majority of the votes cast, regardless of the percentage of share capital represented.

Art. 21. Minutes of Shareholder Meetings. Written decisions of the sole shareholder or the minutes of general meetings of shareholders, as the case may be, shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, the bureau.

Copies of or extracts from the decisions of the sole shareholder or, as the case may be, minutes of the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or the Chair of the Board of Managers or any two Managers, as the case may be.

Part V. Financial year and Allocation of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year starts to run on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 23. Approval of the Annual Accounts. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall prepare the Company's annual accounts in accordance with the Act and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or his/her representative may inspect the annual accounts at the Company's registered office, as provided by the Act.

Art. 24. Allocation of Profit. Five percent (5%) of the Company's net annual profit shall be allocated each year to the reserve required by the Act, until this reserve reaches ten percent (10%) of the Company's subscribed capital.

The sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, shall determine how the remaining profits will be allocated, which may be used, in whole or in part, to absorb existing losses, if any, set aside in a reserve, carried forward to the next following financial year, or distributed to the shareholder(s) as a dividend.

Art. 25. Interim Dividends. The Manager or the Board of Managers, as the case may be, is authorised to pay interim dividends, provided interim financial statements have been drawn up showing that the Company has sufficient funds to make such a distribution.

Part VI. Dissolution and Liquidation

Art. 26. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved pursuant to a decision of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders, approved by the same quorum and majority required to amend these Articles, unless otherwise provided by the Act.

If the Company is dissolved, liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, which will also determine their powers and compensation.

After settling all outstanding debts and liabilities, including taxes and liquidation costs, the remaining net assets of the Company shall be distributed amongst the shareholders pro rata in accordance with their shareholdings.

Part VII. Applicable law

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be settled in accordance with the applicable law.

Subscription and Payment

These Articles have been drawn up by the appearing party, which has subscribed to and fully paid up in cash forty thousand (40,000) shares, with a par value of one Canadian Dollar (CAD 1.-) each

Proof of payment has been provided to the undersigned notary who states that the conditions set forth in Article 183 of the Act have been fulfilled and expressly testifies to the fulfilment of these conditions.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company as a result of this instrument of incorporation are estimated at one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

Transitional Provisions

The first financial year will begin on today's date and end on 31 December 2013.

Extraordinary general meeting

The abovementioned shareholder, representing the Company's entire subscribed share capital, immediately hold an extraordinary general meeting and passed the following resolutions:

1. The number of Managers is set at five (5) and the following persons are appointed Managers for an unlimited term:
 - Mr Chris Robbins, born in New Jersey (United States of America) on 21 August 1972, with his professional address at 9590, New Decade Drive, Pasadena, Texas 77507, United States of America, as class A manager;
 - Mr Mark Cole, born in Oklahoma (United States of America) on 27 October 1967, with his professional address at 9590, New Decade Drive, Pasadena, Texas 77507, United States of America, as class A manager;
 - Mr Philippe Salpetier, born in Libramont on 19 August 1970, with professional address at, 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; as class B manager and
 - Mr Patrick Moinet, born in Bastogne on 6 June 1975, with professional address at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager.
 - Mr. Luc Gerondal, born on 23 April 1976 in Kinshasa, Congo, professionally residing at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, as class B manager.

2. Resolved that the registered office shall be at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that, at the request of the the proxy holder of the appearing party, this instrument has been drafted in English, accompanied by a French version. At the request of the same person, in the event of discrepancies between the English and French versions, the English text will prevail.

WHEREOF, the present instrument was drawn up in Luxembourg, on the date indicated at the top of this document.

This document having been read to the proxy holder of the appearing party, who is known to the notary by last name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary this original instrument.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le sixième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

USD Rail LLC, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de l'Etat du Delaware (Etats-Unis d'Amérique), ayant son siège social à Corporation Trust Center 1209 Orange Street, 19801 Wilmington, New Castle, Delaware (Etats-Unis d'Amérique) et enregistrée auprès du Registre des Sociétés du Delaware sous le numéro 3726404,

représentée par M. Arnaud Fostier, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration, qui après avoir été paraphée et signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Laquelle comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis le notaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination Sociale. Il est formé par le souscripteur et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales émises ci-après, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

La Société adopte la dénomination "USD Rail International S.à r.l."

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi à Luxembourg Ville. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance, est autorisé à changer l'adresse du siège social de la Société à l'intérieur de la ville mentionnée ci-dessus.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance.

Au cas où le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la prise de participations directes ou indirectes et la détention de ces participations, sous n'importe quelle forme, dans toutes entreprises luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

Ceci inclut, mais n'est pas limité à l'investissement, l'acquisition, la vente, l'octroi ou l'émission (sans offre publique) de certificats de capital préférentiels, prêts, obligations, reconnaissances de dettes et autres formes de dettes, parts sociales, bons de souscriptions et autres instruments de capital ou droits, incluant sans limitation, des parts de capital social, participations dans une association (limited partnership), participations dans une société à responsabilité limitée (limited liability company), parts préférentielles, valeurs mobilières et swaps, et toute combinaison de ce qui précède, qu'ils soient facilement réalisables ou non, ainsi que des engagements (incluant mais non limité à des engagements relatifs à des valeurs synthétiques) de sociétés, entités ou autres personnes juridiques de tout type.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme.

La Société peut accorder des gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés ainsi que toute forme d'indemnités, à des entités luxembourgeoises ou étrangères, en relation avec ses propres obligations et dettes.

La Société peut accorder toute forme d'assistance (incluant mais non limité à l'octroi d'avances, prêts, dépôts d'argent et crédits ainsi que l'octroi de gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme) aux filiales de la Société. De manière plus occasionnelle, la Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou à des tiers, sous condition que cela tombe dans l'intérêt social et sans engendrer une obligation d'une autorisation spécifique.

D'une manière générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière et s'engager dans toute autre activité qu'elle jugera nécessaire, conseillée, appropriée, incidente à ou non contradictoire avec l'accomplissement et le développement de ce qui précède.

Nonobstant ce qui précède, la Société ne s'engagera dans aucune transaction qui entraînerait son engagement dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société la possession de toute autre autorisation spécifique.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. Capital social, Parts sociales

Art. 5. Capital Social. Le capital social de la Société est fixé à quarante mille Dollars Canadien (CAD 40.000,-) divisé en quarante mille (40.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un Dollar Canadien (CAD 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale sera et restera sous forme nominale.

Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses parts librement.

Si la Société est composée de plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles uniquement entre associés. Dans cette situation, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être documentée dans un acte notarié ou sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

Chapitre III. Gérance, Commissaires aux comptes

Art. 8. Gérance. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/restera en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de Catégorie A et en Gérants de Catégorie B.

Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance. Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance choisira, parmi ses Gérants de Catégorie A, un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction sous condition qu'un nombre égal de Gérants de Catégorie A et de Gérants de Catégorie B soient présents.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante. Cependant, toute décision portant sur la vente d'éléments faisant partie du patrimoine de la Société et représentant plus de 25% de la valeur réelle de la Société doit réunir l'approbation d'au moins un Gérant de Catégorie A.

Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance. Les procès-verbaux de la réunion du Conseil d'Administration ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations seront annexées.

Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants.

Art. 11. Pouvoirs des Gérants. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs. Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou Associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance à condition que cette délégation de pouvoirs ou mandats spéciaux soit ratifiée par les signatures conjointes d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

Art. 13. Représentation de la Société. En cas de nomination d'un Gérant unique, la société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de ce gérant, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui le Gérant a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Dans le cas où la Société est gérée par un conseil de gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux gérants ainsi que par la signature unique de toute personne à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de catégorie A et un ou plusieurs Gérants de catégorie B, la Société sera liée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir à condition que cette délégation de pouvoirs ou mandats spéciaux soit ratifiée par les signatures conjointes d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

En outre, la Société ne peut transférer de fonds d'un montant supérieur à sept mille cinq cent euro (EUR 7.500,-) ou dix mille Dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD 10.000,-) sans la signature conjointe d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B. La Société ne peut aussi émettre des instruments de dettes ou s'endetter jusqu'à tomber en actif net négatif sans les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

Aucun Gérant n'a l'autorité de prendre de décisions portant atteinte au droit applicable.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est composée d'un seul Gérant, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique.

Art. 15. Indemnisation. La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 16. Révision des comptes. Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 17. Assemblée Générale des Associés. L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue annuellement au siège social de la société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée.

Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. Autres Assemblées Générales des Associés. Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation des Gérants ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

Art. 20. Procédure, Vote. L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

Art. 21. Procès-verbaux des résolutions des associés. Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 23. Approbation des Comptes Annuels. A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 24. Affectation des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde pour absorber des pertes, s'il y en a, de le verser à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Art. 25. Dividendes Intérimaires. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intermédiaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 26. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la Loi.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés qui termineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera reparté équitablement entre tous les associés au prorata du nombre de parts sociales qu'ils détiennent.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 27. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la Loi.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, elle a souscrit aux quarante mille (40.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar canadien (CAD 1,-) chacune et les a intégralement libérées en espèces:

La preuve de ce paiement a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la Loi ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille cent Euros (EUR 1.100,-).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera ce jour et finira le 31 décembre 2013.

Assemblée Générale Extraordinaire

L'associé précité, représentant tout le capital souscrit, a tout de suite adopté les résolutions suivantes:

1) Fixation du nombre de Gérants à cinq (5) et nomination des Gérants suivants pour une durée illimitée:

- Mr Chris Robbins, né à New Jersey (Etats-Unis d'Amérique) le 21 août 1972, ayant son adresse professionnelle au 9590, New Decade Drive, Pasadena, Texas 77507, Etats-Unis d'Amérique, en tant que Gérant de Catégorie A;

- Mr Mark Cole, né à Oklahoma (Etats-Unis d'Amérique) le 27 octobre 1967, ayant son adresse professionnelle au 9590, New Decade Drive, Pasadena, Texas 77507, Etats-Unis d'Amérique, en tant que Gérant de Catégorie A;

- Mr Philippe Salpetier, né à Libramont le 19 août 1970, ayant son adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, en tant que Gérant de Catégorie B;

- Mr Patrick Moinet, né à Bastogne le 6 juin 1975, ayant son adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, en tant que Gérant de Catégorie B; et

- Mr. Luc Gerondal, né à Kinshasa, Congo, le 23 avril 1976, ayant son adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, en tant que Gérant de Catégorie B.

2) Fixation du siège social de la Société à 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du mandataire de la comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même mandataire de la comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Fostier, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 8 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50735.

Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 19 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161724/613.

(130198101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Magenta Investment Luxembourg SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 155.473.

In the year two thousand thirteen, on the sixteenth of October.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held a meeting of the shareholders of Magenta Investment Luxembourg S.A., a public limited liability company, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 412F, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B155473 incorporated pursuant to a deed of the notary Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) on 10 September 2010 (the "Company") and whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 26 October 2010, number 2291, page 109931. The articles of association of the Company were amended for the last time on 12 July 2011 published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 7 September 2011, number 2083 page 99973.

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company elects as chairman Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The chairman appoints as secretary and the Meeting elects as scrutineer Mrs Claudia ROUCKERT, private employee, residing professionally in Esch/Alzette.

The office of the Meeting having thus been constituted, the chairman requests the notary to act that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or represented at the meeting by proxies (together the "Appearing Shareholders" or the "Shareholders") and the number of shares held by them are shown on an attendance list. This attendance list has been signed ne varietur together with the proxy forms by the proxyholders, the notary, the chairman, the scrutineer and the secretary.

II. The attendance list shows that shareholders holding all the shares representing the whole share capital of the Company are represented at the meeting by proxies. All the Appearing Shareholders have declared that they have been sufficiently informed of the agenda of the meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities. The meeting is therefore properly constituted and can validly consider all items of the agenda.

III. The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. To create a new class of shares in the Company's share capital consisting in mandatorily redeemable preferred limited shares (the "MRPS"), which are nonvoting shares to the fullest extent provided by the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (the "1915 Law") each without indication of nominal value and having the rights and obligations as set out in the Articles as amended.

2. To increase the issued share capital of the Company by an amount of one thousand six hundred eighty Euros (EUR 1,680.-) so as to bring it from its current amount of fifty-two thousand Euros (EUR 52,000.-) to fifty-three thousand six hundred eighty Euros (EUR 53,680.-), by creating and issuing one thousand six hundred eighty (1,680) MRPS each without indication of nominal value and to be issued with a share premium of one million five hundred seventy-three thousand three hundred twenty Euros (EUR 1,573,320.-) through a contribution in cash (the "Capital Increase"), and waiver of the preferential subscription rights.

3. To amend the article 5 "Capital" of the Articles to reflect the Capital Increase.

4. To renew the authorised share capital for five (5) years as from the publication of the minutes of the general meeting of the shareholders and to consequently amend the current article 9 of the Articles and declaration by the Shareholders that they have received the special report of the Board of directors foreseen by article 32-3 (5) of the Law, to limit their preferential rights to subscription with respect to the issue of the Preferred Shares or non-voting shares or MRPS and/or convertible bonds and/or warrants and decision to accept the special report of the Board of directors and to limit the preferential subscription rights of the existing shareholders with respect to the issue of the new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS and/or convertible bonds and/or warrants.

5. Decisions (i) to insert a new article 7 "Specific terms of the MRPS" in the Articles, (ii) to consequently renumber the following articles in the Articles and to update the cross references of the Articles, (iii) to restate current article 21

of the Articles "Distribution of profits" and (iv) to restate current article 22 "Dissolution and Liquidation" of the Articles and to insert several new paragraphs and (v) to insert definitions of "Adjusted Accounting Profit" "Redemption Price" and "Underlying Asset" after the current article 23 of the Articles.

IV. Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to create a new class of shares in the Company's share capital consisting in mandatorily redeemable preferred limited shares (the "MRPS") which are non-voting shares to the fullest extent provided by the 1915 Law and each without indication of nominal value and the rights and obligations as set out in the Articles as amended, and to create a special share premium account attached to the MRPS (the "MRPS Premium Account").

Second resolution

The Shareholders resolve to increase the issued share capital of the Company by an amount of one thousand six hundred eighty Euros (EUR 1,680.-) so as to bring it from its current amount of fifty-two thousand Euros (EUR 52,000.-) to fifty-three thousand six hundred eighty Euros (EUR 53,680.-) by creating and issuing one thousand six hundred eighty (1,680) MRPS each without indication of nominal value (the "New Shares") and issued with a share premium of one million five hundred seventy-three thousand three hundred twenty Euros (EUR 1,573,320.-) through a contribution in cash.

The Shareholders resolve to waive their preferential subscription rights in relation to the issuance of the New Shares.

Subscription and Payment:

The New Shares are subscribed as follows:

Mr. Giovanni Perissinotto, born in Conselice (Ravenna) Italy on 6 December 1953, residing at Via Panzera 1/1, 34136 Trieste Italy, represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, prenamed, by virtue of a proxy give under private seal, here annexed, declares to subscribe to one thousand six hundred eighty (1,680) MRPS and to fully pay up such new MRPS by a contribution in cash for a total amount of one million five hundred seventy-five thousand Euros (EUR 1,575,000.-) out of which: (i) one thousand six hundred eighty Euros (EUR 1,680.-) are allocated to the share capital of the Company and (ii) one million five hundred seventy-three thousand three hundred twenty Euros (EUR 1,573,320.-) are allocated to the MRPS Premium Account of the Company.

The proof of the existence of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the above resolutions, the Shareholders decide to restate article 5 "Capital" of Articles, which shall henceforth read as follows:

" 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital of the Company is fixed at fifty-three thousand six hundred eighty Euros (EUR 53,680.-), divided into (i) fifty thousand (50,000) registered ordinary shares (the "Ordinary Shares"), (ii) two thousand (2,000) preferred shares (the "Preferred Shares"), and (iii) one thousand six hundred eighty (1,680) mandatorily redeemable preferred shares (the "MRPS"), (the Ordinary Shares, the Preferred Shares and the MRPS being collectively referred to as the "Shares"), each without indication of nominal value and fully paid up (by 100%). All references to shareholders in the Articles shall comprise the Shares of either type.

5.2 Each Ordinary Share and each Preferred Share gives right to one vote at any general meeting of the shareholders. The MRPS are non-voting shares to the fullest extent provided by the 1915 Law.

5.3 All the MRPS are and shall be issued as mandatorily redeemable shares in the sense of article 49-8 of the 1915 Law. The MRPS are mandatorily redeemable by the Company in accordance with these Articles and the following conditions:

- a) the MRPS have to be fully paid up by one hundred percent (100%);
- b) the MRPS are redeemable at the initiative and by decision of the Board of Directors at the price equivalent to their Redemption Price (pro rata), in accordance with article 7 of these Articles;
- c) notice of redemption shall be published in accordance with article 9 of the 1915 Law.

5.4 In addition to the subscribed share capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred. There shall be, as the case may be, a share premium account for the Ordinary Shares (the "Ordinary Shares Premium Account"), a share premium account for the Preferred Shares (the "Preferred Shares Premium Account") and a premium account for the MRPS (the "MRPS Premium Account"). The share premium account resulting from the contribution in kind or in cash by the holders of the Ordinary Shares at the time of issuance of the relevant Ordinary Shares is, or shall, as the case maybe, be allocated to the Ordinary Shares Premium Account. The share premium account resulting from the contribution in kind or in cash by the holders of the Preferred Shares at the time of issuance of the relevant Preferred Shares is, or shall, as the case may be, be allocated to the Preferred Shares Premium Account. The share premium account resulting from the contribution in kind or in cash by the holders of the MRPS at the time of issuance of the relevant MRPS is, or shall, as the case may be, be allocated to the MRPS Premium Account.

5.5 The share premium paid in relation to one class of shares (including for the avoidance of doubt, the MRPS) and recorded on the corresponding share premium account shall remain reserved and attached to such class of shares. As a result, in case of repurchase of shares by the Company, liquidation of the Company or any reimbursement or distribution of share premium during the existence of the Company, the share premium attached to one class of shares (including for the avoidance of doubt, the MRPS) shall only be used for reimbursement or distribution to the holder of shares of such class. Any repayment of share premium shall be decided by the shareholders."

Fourth resolution

The shareholders also decide to renew the authorised share capital for a period of five (5) years as from the date of the publication of the present minutes of the general meeting of the shareholders, it being understood that all convertible instruments issued until that date within the framework of the authorised capital clause may still be converted subsequently to that date.

The shareholders declare and acknowledge that they have received the special report of the Board of Directors foreseen by article 32-3 (5) of the Law, to limit their preferential rights to subscription with respect to the issue of the Shares and decide to accept this special report of the Board of Directors and to limit the preferential subscription rights of the existing shareholders with respect to the issue of the new Shares.

The Shareholders consequently decide to restate Article 9 of the Articles as follows:

" 9. Authorised share capital.

9.1 The un-issued but authorized share capital of the Company is set at two hundred million euros (EUR 200,000,000.-).

9.2 The un-issued but authorized share capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for amending the Articles.

9.3 Within the limits of the authorized share capital set out in the present article, the Sole Director or the Board of Directors is authorized and empowered to:

9.3.1 realize any increase of the share capital, with or without share premium, within the limits of the authorized capital in one or more or several successive tranches, by the issuing of new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS, against payment in cash or in kind, by contribution of claims, by capitalization of reserves or in any other manner determined by the Sole Director or the Board of Directors;

9.3.2 issue up to one hundred million euros (EUR 100,000,000.-) of convertible bonds and/or warrants entitling their holders to subscribe for new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS upon exercise of the convertible bonds and/or warrants and within the limits of the authorized capital, with or without share premium. Such new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS shall have the same rights as the existing Preferred Shares or non-voting shares or MRPS. The other terms and conditions of the convertible bonds and/or warrants shall be determined by the Sole Director or the Board of Directors;

9.3.3 upon exercise of the convertible bonds and/or warrants, issue the relevant Preferred Shares or non-voting shares or MRPS;

9.3.4 determine the place and date of the issue or the successive issues, the issue price, the terms and conditions of the subscription of and paying up on the new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS and/or convertible bonds and/or warrants. Nevertheless, Preferred Shares or non-voting shares or MRPS shall not be issued at a price below their par value. If the consideration payable to the Company for newly issued Preferred Shares or non-voting shares or MRPS exceeds the par value of those Preferred Shares or non-voting shares or MRPS, the excess is to be treated as share premium in respect of the shares in the books of the Company.

9.4 The Sole Director or the Board of Directors is specially authorized to issue such new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS and/or convertible bonds and/or warrants without reserving for the existing shareholders the preferential right to subscribe for and to purchase the new Preferred Shares or non-voting shares or MRPS and/or convertible bonds and/or warrants.

9.5 The authorization will expire 5 years after the publication of the minutes of the general meeting of the shareholders held on 16 October 2013 of the Company in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and can be renewed in accordance with the applicable legal provisions.

9.6 The Sole Director or the Board of Directors is authorized to do all things necessary to amend article 9 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to the present article. The Sole Director or the Board of Directors is empowered to take or authorize the actions required for the execution and publication of such amendment in accordance with the 1915 Law. Furthermore, the Sole Director or the Board of Directors may delegate to any duly authorized director or officer of the Company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for Preferred Shares or non-voting shares or MRPS and/or convertible bonds and/or warrants or to do all things necessary to amend article 9 of the present Articles in order to record the change of share capital following any increase pursuant to the present article."

Fifth resolution

The Shareholders also decide:

(i) to insert a new article 7 "Specific terms of the MRPS" in the Articles as follows:

" 7. Specific terms of the MRPS. Redemption

Mandatory redemption

7.1 All the MRPS issued by the Company from time to time shall be repurchased for subsequent cancellation by the Company at the latest ten (10) years after their issuance (the "Mandatory Redemption"), subject to compliance with article 49-8 of the 1915 Law.

Optional redemption

7.2 The MRPS can be repurchased in whole or in part for subsequent cancellation at any time at the option of the Board of Directors (the "Optional Redemption"). The Mandatory Redemption and the Optional Redemption are together referred to as the "Redemption").

7.3 Upon a Redemption becoming effective, the holders of the MRPS which are repurchased by the Company within the Redemption (the "Redeemed MRPS") will be paid the Redemption Price for each Redeemed MRPS.

7.4 The holders of MRPS have the dividend rights mentioned in article 22 and the liquidation rights mentioned in article 23 of the Articles."

(ii) to consequently renumber the following articles in the Articles and to update the cross references of the Articles,;

(iii) to restate new article 22 of the Articles "Distribution of profits" as follows:

" 22. Distributions of Profits.

22.1 From the net profits of the Company determined in accordance with the 1915 Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's share capital.

22.2 To the extent that distributable profits are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Board of Directors shall propose that cash available for remittance be distributed.

22.3 The decision to distribute distributable profits and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the following provisions:

a) The holders of the MRPS are entitled pro rata firstly to a preferred fixed cumulative dividend (the "First Dividend") having a fixed annual rate of 1% per year (on the basis of a 365-day year) over the par value of each MRPS they hold;

b) Thereafter, the holders of the MRPS are entitled pro rata to a second preferred dividend (the "Second Dividend") equal to the Adjusted Accounted Profit.

The First Dividend and the Second Dividend are collectively referred to as the "MRPS Dividend Right".

22.4 The MRPS Dividend Right has the following features:

- it is directly connected to the Underlying Asset and shall be paid from proceeds arising from the Underlying Asset exclusively;

- it is a right to be paid in priority to the holder(s) of Ordinary Shares and Preferred Shares in any year in which the Company has made sufficient distributable profits out of the Underlying Asset; and

- if the First Dividend to which the MRPS would be entitled in a particular year is not paid in that year such dividend will accumulate as a debt owed to the MRPS shareholders until it is paid.

22.5 Any distributable profits other than those arising out of the Underlying Asset shall be distributed as follows:

- the holder(s) of the Preferred Shares are entitled pro rata to an annual preferred dividend equal to fifty per cent (50%) of the net profit of the Company for each financial year (the "Preferred Dividend"); and

- after payment of the Preferred Dividend to the holder(s) of the Preferred Shares, the balance of the distributable profits shall be distributed pro rata to the holder(s) of the Ordinary Shares.

22.6 Subject to the provisions of the 1915 Law (in particular, subject to article 72-2 of the 1915 Law) and these Articles, the Board of Directors may pay interim dividends to Shareholders in accordance with the distribution provisions set in this article 22 of the Articles."

(iv) to restate new article 23 "Dissolution and Liquidation" of the Articles and to insert several new paragraphs as follows:

" 23. Dissolution and Liquidation.

23.1 The liquidation of the Company shall be decided by a general meeting of the shareholders by a resolution adopted in accordance with the conditions required for the amendment of the Articles and in accordance with the 1915 Law.

23.2 On a return of capital on liquidation, the liquidation proceeds of the Company remaining after the payment of its liabilities shall be applied in the following order of priority:

- a) first, in paying to each holder of MRPS in respect of each MRPS of which it is the holder, the aggregate amount of any accruals and/or unpaid amounts of the First Dividend;

- b) second, in paying to the holders of MRPS pro rata any net available amount arising exclusively out of the disposal of the Underlying Asset if any;

c) any other liquidation proceeds shall be distributed amongst the holders of the Ordinary Shares and Preferred Shares prorata.

23.3 MRPS holders shall not have any rights or title to payment out of the liquidation proceeds other than as specified in article 23.2(a) or article 23.2(b) above."

and (v) to insert definitions of "Redemption Price", "Underlying Asset" and "Adjusted Accounting Profit" after the new article 24 of the Articles, as follows:

"Definitions

"Underlying Asset" means a painting (or a proportion of holding or such painting) as further described in any shareholders' agreement that may be entered into between the shareholders from time to time, that can be held directly by the Company or indirectly via a Luxembourg or foreign entity.

"Redemption Price" means, with respect to the MRPS, (i) the par value thereof plus (ii) any amount of share premium paid in connection with the subscription of such MRPS, plus (iii) any amount of unpaid and/or accrued First Dividend and plus (iv) 99% of the net proceeds arising out exclusively of the disposal of the Underlying Asset (for the avoidance of doubt, without double-counting the amounts referred to in (i), (ii) and (iii))

"Adjusted Accounting Profit" means (a) the aggregate amount resulting from the income and gains arising from the Underlying Asset as resulting from the annual accounts of the Company for each accounting year, (b) less (i) the First Dividend for the relevant period any unpaid First Dividend of any previous year, (ii) the direct and indirect costs of the Company in connection with the Underlying Asset for the relevant period (excluding here the First Dividend of the relevant period for the avoidance of doubt), (iii) the losses deriving from the Underlying Asset accounted for by the Company in the relevant period and for statutory purposes before (x) any taxes to be paid in relation to the Underlying Asset, before (y) calculation of the Second Dividend and the First Dividend, (iv) less a margin of 25 basis points of the par value of the MRPS including any share premium attached.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to three thousand euros (EUR 3.000,-).

Attestation

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

Whereof, the present deed is drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le seize octobre,

Par-devant Nous Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue une assemblée générale des actionnaires de Magenta Investment Luxembourg S.A., une société anonyme constituée sous la loi luxembourgeoise, ayant son social situé au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155473, constituée selon un acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 10 septembre 2010 (la "Société") et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés le 26 octobre 2010 au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2291, page 109931. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 12 juillet 2011 par un acte publié le 7 septembre 2011 au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2083, page 99973.

L'assemblée générale extraordinaire élit comme président Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette.

Le président nomme en qualité de secrétaire de séance et l'assemblée élit comme scrutateur Mrs Claudia ROUCKERT, employée privée, demeurant professionnellement à Esch/Alzette,

Le bureau de l'Assemblée ayant été constitué, le Président déclare et requiert du notaire instrumentant de prendre acte que:

I. Les noms des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée par des mandataires (collectivement les "Actionnaires Comparants" ou les "Actionnaires") et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont mentionnés dans la liste de

présence. Cette liste de présence a été signée ne varietur avec les procurations par les mandataires, le notaire ainsi que le président, le scrutateur et le secrétaire.

II. La liste de présence montre que les actionnaires détenant toutes les actions représentant la totalité du capital social de la Société sont représentés par des mandataires. Tous les Actionnaires Comparants ont déclaré avoir été préalablement correctement informés de l'ordre du jour de l'assemblée et ont renoncé aux formalités de convocation. L'assemblée est donc valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

«Ordre du jour

1. Créer une nouvelle catégorie d'actions dans le capital social de la Société consistant en des actions rachetables (les "MRPS"), qui sont des actions sans droit de vote dans la mesure permise par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915"), sans indication de valeur nominale, et ayant les droits et obligations mentionnés dans les Statuts tel que modifiés.

2. Augmenter le capital social d'un montant de mille six cent quatre-vingts Euros (EUR 1.680,-) afin de le porter de son montant actuel de cinquante-deux mille Euros (EUR 52.000,-) à cinquante-trois mille six cent quatre-vingts Euros (EUR 53.680,-) en créant et émettant mille six cent quatre-vingts (1.680) MRPS chacune sans indication de valeur nominale, et émises avec une prime d'émission d'un million cinq cent soixante-treize mille trois cent vingt Euros (EUR 1.573.320,-) par un apport en numéraire (l'"Augmentation de Capital") et renonciation aux droits préférentiels de souscription.

3. Décision de modifier l'article 5 «Capital Social» des Statuts afin de refléter l'Augmentation de Capital.

4. Décisions de renouveler, pour une période de cinq (5) ans à compter de la publication du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires, le capital autorisé de la Société et modification subséquente de l'article 9 des Statuts et déclaration des Actionnaires qu'ils ont reçu le rapport spécial du Conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de Loi de 1915, afin de limiter les droits préférentiels de souscription concernant l'émission d'Actions Préférentielles ou d'actions sans droit de vote ou de MRPS, et/ou d'obligations convertibles et/ou bons de souscription et décision d'accepter le rapport spécial du Conseil d'Administration et de limiter les droits préférentiels de souscription des Actionnaires existants concernant l'émission des nouvelles Actions Préférentielles ou d'actions sans droit de vote ou de MRPS, et/ou d'obligations convertibles et/ou bons de souscription.

5. Décisions (i) d'insérer un nouvel article 7 "Termes Spécifiques des MRPS" dans les Statuts, (ii) de renuméroter les articles suivants des Statuts en conséquence et de mettre à jour les références aux articles dans les Statuts, (iii) de modifier l'article 21 des Statuts «Répartition des Bénéfices» (iv) de modifier l'article 22 des Statuts «Dissolution, Liquidation» et d'insérer de nouveaux paragraphes et (v) d'insérer de nouvelles définitions de Profit Comptable Ajusté, Prix de Rachat, et Actif Sous-Jacent après l'actuel article 23.»

IV. Puis l'assemblée générale, après délibération, a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires décident de créer une nouvelle catégorie d'actions dans le capital social de la Société consistant en des actions rachetables (les "MRPS") qui sont des actions sans droit de vote dans toute la mesure autorisée par la Loi de 1915 sans indication de valeur nominale et ayant les droits et obligations mentionnés dans les Statuts tel que modifiés, et décident de créer un compte de prime d'émission spécialement rattaché aux MRPS (le «Compte de Prime d'Emission des MRPS»).

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident d'augmenter le capital social d'un montant de mille six cent quatre-vingts Euros (EUR 1.680,-) afin de le porter de son montant actuel de cinquante-deux mille Euros (EUR 52.000,-) à cinquante-trois mille six cent quatre-vingts Euros (EUR 53.680,-) en créant et émettant mille six cent quatre-vingts (1.680) MRPS chacune sans mention de valeur nominale (les «Nouvelles Actions»), et émises avec une prime d'émission d'un million cinq cent soixante-treize mille trois cent vingt Euros (EUR 1.573.320,-) par un apport en numéraire.

Les Actionnaires décident de renoncer à leur droit préférentiel de souscription concernant l'émission des Nouvelles Actions.

Souscription et Paiement

Les Nouvelles Actions sont souscrites comme suit:

M. Giovanni Perissinotto, né à Conselice (Ravenna, Italie) le 6 décembre 1953, résidant à Via Panzera 1/1, 34136 Trieste Italie, ici représenté par Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CODNE, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé, lui délivrée sous seing privé, ci-annexée, déclare souscrire à mille six cent quatre-vingts (1.680) MRPS et entièrement libérer ces MRPS par un apport en espèces d'un montant total d'un million cinq cent soixante-quinze mille Euros ((EUR 1.575.000,-) duquel (i) mille six cent quatre-vingts Euros (EUR 1.680,-) sont alloués au capital social de la Société et (ii) un million cinq cent soixante-treize mille trois cent vingt Euros (EUR 1.357.320,-) sont alloués au Compte de Prime d'Emission des MRPS de la Société.

La preuve de l'existence de l'apport a été apportée au notaire soussigné.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, les Actionnaires décident de modifier l'article 5 «Capital Social» des Statuts qui aura désormais la rédaction suivante:

« 5. Capital Social.

5.1 Le capital social souscrit de la Société est fixé à cinquante-trois mille six cent quatre-vingts Euros (EUR 53.680,-), représenté par (i) cinquante mille (50.000) actions ordinaires nominatives (les «Actions Ordinaires»), deux mille (2.000) actions préférentielles (les «Actions Préférentielles») et (iii) mille six cent quatre-vingts (1.680) actions rachetables (les «MRPS») (les Actions Ordinaires, les Actions Préférentielles et les MRPS seront désignées ensemble comme les «Actions»), toutes sans indication de valeur nominale et entièrement libérées (à 100%). Toute référence aux actionnaires dans les Statuts doit s'entendre comme une référence aux détenteurs de toute Action, peu importe la catégorie.

5.2 Chaque Action Ordinaire et chaque Action Préférentielle donne droit d'un vote à l'assemblée générale des actionnaires. Les MRPS sont des actions sans droit de vote dans la mesure prévue par la Loi de 1915.

5.3 Toutes les MRPS sont et seront émises comme actions rachetables selon l'article 49-8 de la Loi de 1915. Les MRPS sont rachetables en conformité avec ces Statuts et les conditions suivantes:

- (a) les MRPS devront être libérées entièrement (100%);
- (b) les MRPS sont rachetables à l'initiative et par décision du Conseil d'administration au prix équivalent à leur Prix de Rachat (au prorata), en conformité avec l'article 7 de ces Statuts;
- (c) un avis de rachat sera publié en conformité avec l'article 9 de la Loi de 1915.

5.4 En supplément du capital social souscrit, un compte de prime d'émission pourra être créé, dans lequel toute prime d'émission payée sur toute action sera transférée. Il y aura, selon les cas, un compte de prime d'émission pour les Actions Ordinaires (le "Compte de Prime d'Émission des Actions Ordinaires"), un compte de prime d'émission pour les Actions Préférentielles (le "Compte de Prime d'Émission des Actions Préférentielles"), et un compte de prime d'émission pour les MRPS (le «Compte de Prime d'Emission des MRPS»). Le compte de prime d'émission résultant des apports en nature ou en numéraire effectués par les détenteurs des Actions Ordinaires au moment de l'émission des Actions Ordinaires concernées est, ou sera, le cas échéant, alloué au Compte de Prime d'Émission des Actions Ordinaires. Le compte de prime d'émission résultant des apports en nature ou en numéraire effectués par les détenteurs des Actions Préférentielles au moment de l'émission des Actions Préférentielles correspondantes est, ou sera, le cas échéant, alloué au Compte de Prime d'Émission des Actions Préférentielles. Le compte de prime d'émission résultant des apports en nature ou en numéraire effectués par les détenteurs des MRPS au moment de l'émission des MRPS correspondantes est, ou sera, le cas échéant, alloué au Compte de Prime d'Émission des MRPS.

5.5 La prime d'émission payée en relation à une catégorie d'actions (y compris, pour éviter toute ambiguïté, les MRPS) et enregistrée sur le compte de prime d'émission correspondant devra rester réservée et attachée à cette catégorie d'actions. Par conséquent, en cas de rachat d'actions par la Société, liquidation de la Société, ou tout remboursement ou distribution de prime d'émission durant l'existence de la Société, la prime d'émission attachée à une catégorie d'actions (y compris, pour éviter toute ambiguïté, les MRPS) devra être seulement utilisée pour le remboursement ou la distribution au détenteur d'actions de cette catégorie. Tout remboursement de prime d'émission devra être décidé par les actionnaires. "

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident également de renouveler la clause de capital autorisé pour une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication des présentes minutes de l'assemblée générale des actionnaires, étant entendu que tous les instruments convertibles émis avant cette date dans le cadre du capital autorisé pourront toujours être convertis après cette date.

Les Actionnaires déclarent et reconnaissent qu'ils ont reçu le rapport spécial du Conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la Loi de 1915 pour limiter les droits préférentiels de souscription concernant l'émission des Actions et décident d'accepter le rapport spécial du Conseil d'Administration de limiter les droits préférentiels de souscription des Actionnaires existants concernant l'émission des nouvelles Actions.

Les Actionnaires par conséquent décident de modifier l'article 9 des Statuts comme suit:

« 9. Capital social autorisé.

9.1 Le capital social de la Société non émis mais autorisé est fixé à deux cents millions d'euros (EUR 200.000.000,-).

9.2 Le capital social de la Société non émis mais autorisé pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires adoptée de la façon requise pour modifier les Statuts.

9.3 Dans les limites du capital social autorisé fixé au présent article, l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration est autorisé et a le pouvoir de:

9.3.1 réaliser une augmentation du capital social, avec ou sans prime d'émission, dans les limites du capital social autorisé en une ou plusieurs tranches successives, au moyen de l'émission de nouvelles Actions Préférentielles ou d'actions sans droit de vote ou de MRPS, contre le paiement en numéraire ou en nature, par apport ou contre créance, par la capitalisation de réserve ou de toute autre manière déterminée par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration;

9.3.2 émettre jusqu'à cent millions d'euros (EUR 100.000.000,-) d'obligations convertibles et/ou bons de souscription autorisant leurs porteurs à souscrire à de nouvelles Actions Préférentielles ou à des actions sans droit de vote ou de MRPS en cas d'exercice des obligations convertibles et/ou des bons de souscription et dans les limites du capital social autorisé, avec ou sans prime d'émission. Ces nouvelles Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS devront conférer les mêmes droits que les Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS existantes. Les autres termes et conditions relatifs aux obligations convertibles et/ou des bons de souscription devront être déterminés par l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration;

9.3.3 en cas d'exercice des obligations convertibles et/ou des bons de souscription, émettre les Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS correspondantes;

9.3.4 déterminer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les termes et conditions de souscription et du paiement des nouvelles Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS et/ou obligations convertibles et/ou bons de souscription. Cependant, les Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS ne pourront être émises à un prix inférieur à leur valeur au pair comptable. Si la contrepartie payable à la Société pour les nouvelles Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS émises excède la valeur au pair comptable de ces Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS, l'excédent sera traité comme prime d'émission relative aux actions dans les comptes de la Société.

9.4 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration est spécialement autorisé à émettre de telles nouvelles Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS et/ou obligations convertibles et/ou bons de souscription sans réserver un droit préférentiel de souscription aux actionnaires existants pour souscrire ou acquérir les nouvelles Actions Préférentielles ou actions sans droit de vote ou MRPS et/ou les obligations convertibles et/ou les bons de souscription.

9.5 L'autorisation expirera 5 ans après la publication des minutes de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue le 16 octobre 2013 dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, et pourra être renouvelée conformément aux dispositions légales applicables.

9.6 L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration est autorisé à prendre toutes actions nécessaires pour modifier l'article 9 des présents Statuts afin d'enregistrer le changement de capital social suivant toute augmentation réalisée en vertu du présent article. L'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre et d'autoriser les actions requises pour l'exécution et la publication de telles modifications en conformité avec la Loi de 1915. De plus, l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur ou dirigeant de la Société ou à toute autre personne dûment autorisée, la charge d'accepter les souscriptions et de recevoir paiement pour les Actions Préférentielles ou les actions sans droit de vote ou les MRPS et/ou obligations convertibles et/ou bons de souscription ou de prendre toutes actions nécessaires pour modifier l'article 9 des présents Statuts afin d'enregistrer le changement de capital social suivant toute augmentation réalisée en vertu du présent article.»

Cinquième résolution

Les Actionnaires décident également:

(i) d'insérer un nouvel article 7 "Termes Spécifiques des MRPS" dans les Statuts ayant la rédaction suivante:

« 7. Termes spécifiques des MRPS. Rachat

Rachat obligatoire

7.1 Toutes les MRPS émises par la Société de temps à autre devront être rachetées par la Société pour annulation subséquente au plus tard dix (10) ans suivant leur émission (le "Rachat Obligatoire") sous réserve du respect de l'article 49-8 de la Loi de 1915.

Rachat facultatif

7.2 Les MRPS peuvent être rachetées, en totalité ou partiellement pour annulation subséquente à tout moment au gré de la Société (le "Rachat Facultatif), sous réserve de l'existence de fonds suffisants conformément aux exigences de la Loi de 1915. Le Rachat Obligatoire et le Rachat Facultatif seront désignés ensemble comme le "Rachat".

7.3 Lors d'un Rachat devenant effectif, les détenteurs de MRPS rachetées par la Société et faisant partie du Rachat (les "MRPS Rachetées") se verront payer le Prix de Rachat pour chaque MRPS rachetée.

7.4 Les détenteurs de MRPS disposent du droit au dividende mentionné à l'article 22 et des droits rattachés à la liquidation évoqués à l'article 23 des présents statuts.»

(ii) de renuméroter les articles suivants des Statuts en conséquence et de mettre à jour les références aux articles dans les Statuts,

(iii) de modifier le nouvel article 22 des Statuts «Répartition des Bénéfices» comme suit:

« 22. Répartition des Bénéfices.

22.1 Sur le bénéfice net de la Société déterminé en conformité avec la Loi de 1915, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à une réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

22.2 Dans la mesure où des profits distribuables sont disponibles au niveau de la Société et conformément aux lois et à ces Statuts, le Conseil d'Administration pourra proposer que les fonds disponibles seront distribués.

22.3 La décision de distribuer des profits distribuables et la détermination d'un montant d'une telle distribution doit être prise par les Actionnaires en conformité avec les dispositions suivantes:

a. Les MRPS donnent droit à leurs détenteurs à un premier dividende préférentiel cumulatif à taux fixe au taux annuel de 1% par an (sur la base d'une année de 365 jours) de la valeur au pair comptable de chaque MRPS qu'ils détiennent (le "Premier Dividende").

b. Par la suite, les MRPS donnent droit à leurs détenteurs à un second dividende préférentiel égal au Profit Comptable Ajusté (le "Second Dividende").

Le Premier Dividende et le Second Dividende seront désignés ensemble comme le "Droit au Dividende MRPS".

22.4 Le Droit au Dividende MRPS a des caractéristiques suivantes:

- il est directement en lien avec l'Actif Sous-Jacent et sera payé exclusivement à partir des produits de l'Actif Sous-Jacent;

- il s'agit d'un droit payable en priorité sur les Actionnaires détenteurs d'Actions Ordinaires et d'Actions Préférentielles pour toute année au cours de laquelle la Société a réalisé des profits distribuables suffisants liés à l'Actif Sous-Jacent, et

- si le Premier Dividende auquel donne droit les MRPS pour une année donnée n'est pas payé au titre de cette année, ce dividende s'ajoutera en tant que dette due aux actionnaires de MRPS jusqu'à ce qu'elle soit payée.

22.5 Le solde des profits distribuables autres que ceux qui découlent de l'Actif Sous-Jacent sera distribué ainsi:

- les porteurs d'Actions Préférentielles ont droit au prorata à un dividende égal à cinquante pour cent (50%) du bénéfice net de la Société pour chaque exercice social;

et

- après paiement du Dividende Préférentiel aux porteurs d'Actions Préférentielles, le solde du bénéfice net sera versé au prorata aux porteurs d'Actions Ordinaires.

22.6 Sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 (en particulier, sous réserve de l'article 72-2 de la Loi de 1915) et de ces Statuts, le Gérant peut verser des dividendes intérimaires aux Actionnaires en conformité avec les règles concernant la distribution du présent article 22.»

(iv) De modifier le nouvel article 23 "Dissolution, Liquidation" et d'insérer de nouveaux paragraphes de telle sorte que l'article 23 aura désormais la rédaction suivante:

« 23. Dissolution, Liquidation.

23.1 La liquidation de la Société sera décidée par l'assemblée générale des actionnaires par une résolution adoptée conformément aux conditions pour une modification des Statuts et conformément à la Loi de 1915.

23.2 En cas de remboursement de capital suite à la liquidation, le boni de liquidation de la Société subsistant après le paiement de son passif, devra être payé dans l'ordre suivant de priorité:

a) tout d'abord, le paiement à chaque détenteur de MRPS pour chaque MRPS détenue, le montant total de toutes les sommes dues et/ ou non payées liées au Premier Dividende;

b) ensuite, le paiement à chaque détenteur de MRPS au prorata des MRPS détenues, tout montant net distribuable en lien avec la cession de l'Actif Sous-Jacent, le cas échéant;

d) le solde du boni de liquidation devra être distribué aux titulaires d'Actions Ordinaires et d'Actions Préférentielles au prorata de leur participation.

23.3 Les titulaires de MRPS n'auront aucun droit ou titre de paiement sur le boni de liquidation autre que comme spécifié à l'article 23.2(a) ou l'article 23.2(b) ci-dessus."

(v) D'insérer de nouvelles définitions après le nouvel article 24 des Statuts, d'Actif Sous-Jacent, de Prix de Rachat et de Profit Comptable Ajusté, comme suit:

"Définitions:

«Actif Sous-Jacent» signifie un tableau (ou une proportion de détention de ce tableau) tel qu'il est décrit plus en détails dans tout pacte d'actionnaires pouvant être en vigueur entre les actionnaires à tout moment, cet Actif Sous-Jacent pouvant être détenu directement par la Société ou indirectement par le biais d'une structure luxembourgeoise ou étrangère.

"Prix de Rachat" signifie, pour les MRPS, (i) leur valeur au pair comptable plus (ii) tout montant de prime d'émission versé à l'occasion de leur souscription plus (iii) tout montant du et/ou non payé lié au Premier Dividende et (iv) 99% du bénéfice net découlant exclusivement de la vente de l'Actif Sous-Jacent (pour éviter toute ambiguïté, sans compter deux fois les montants visés au (i), (ii) et (iii))

«Profit Comptable Ajusté» signifie (a) le montant global représentant le revenu et les gains découlant de l'Actif Sous-Jacent tel que résultant des comptes annuels de la Société pour chaque exercice fiscal (b) moins (i) le Premier Dividende pour chaque période concernée et tout Premier Dividende non payé pour les exercices précédents, (ii) les coûts directs ou indirects de la Société en lien avec l'Actif Sous-Jacent pour la période concernée (à l'exclusion ici du Premier Dividende pour éviter toute ambiguïté) (iii) les pertes liées à l'Actif Sous-Jacent enregistrées par la Société pour la période concernée

158768

et avant (x) toute charge fiscale devant être payée en lien avec l'Actif Sous-Jacent et avant (y) calcul du Second Dividende et du Premier Dividende, (iv) moins une marge de 25 points de base de la valeur au pair comptable des MRPS y compris toute prime d'émission attachée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne n'ayant soulevé d'autres points pour discussion par l'assemblée, l'assemblée est close.

Coûts

Les frais, dépenses et rémunérations ou charges de quelque forme que cela soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement trois mille euros (EUR 3.000,-).

Constatation

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, le jour mentionné en haut de ce document.

Le Notaire, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande des personnes comparantes, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi dans toute la mesure permise par la loi applicable.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, qui est connu par le notaire par son nom de famille, prénom usuel, état et demeure, le mandataire des parties comparantes ont signé avec le Notaire le présent acte.

Signé: Conde, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 23 octobre 2013. Relation: EAC/2013/13780. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013160880/521.

(130197306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2013.

LLP S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-9690 Watrange, 21, rue Abbé Welter.

R.C.S. Luxembourg B 152.027.

L'an deux mille treize, le trente et unième jour du mois d'octobre;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Laurent LEGUIDE, dirigeant d'entreprise, né à Paris (France), le 16 septembre 1968, demeurant à L-9690 Watrange, 21, rue Abbé Welter;

2) La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois de France "HOTELIERE SERGE LEGUIDE", établie et ayant son siège social à F-75011 Paris, 15, passage Sainte Anne Popincourt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 792 517 757,

ici dûment représentée par son gérant Monsieur Serge LEGUIDE, dirigeant de société, né à Paris (France), le 6 octobre 1941, demeurant à F-75011 Paris, 15, passage Sainte Anne Popincourt;

3) La société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois de France "HOTELIERE SL", établie et ayant son siège social à F-75011 Paris, 15, passage Sainte Anne Popincourt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 792 572 075,

ici dûment représentée par son gérant Monsieur Serge LEGUIDE, pré-qualifié.

Le comparant sub 1), seul et unique associé actuel (l'"Associé Unique") de la société à responsabilité limitée "LLP S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-5717 Aspelt, 24, rue de Filsdorf, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 152027, (la "Société"), a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 15 mars 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 887 du 29 avril 2010,

et les statuts (les "Statuts") ont été modifiés suivant acte reçu par ledit notaire Jean-Joseph WAGNER, en date du 10 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2159 du 30 août 2012;

- Que l'Associé Unique, détenant 100% des parts sociales dans la Société ainsi que les droits de vote y attachés, agissant en lieu et place de l'assemblée générale extraordinaire des associés, a délibéré sur les objets portés à l'ordre du jour suivant, étant entendu que les parties comparantes sub 2) et 3), en tant que nouvelles associées (les "Nouvelles Associées") participeront et voteront uniquement pour les besoins des points 4 et seqq.;

- Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf mille trois cent soixante-quinze euros (9.375,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à vingt et un mille huit cent soixante-quinze euros (21.875,- EUR), par la création et l'émission de soixante-quinze (75) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, émises avec une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq euros (290.625,- EUR), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir du jour de la décision relative à l'augmentation de capital proposée;
2. Souscription des soixante-quinze parts sociales comme suit:
 - la société "HOTELIERE SERGE LEGUIDE": 25 parts sociales;
 - la société "HOTELIERE SL": 50 parts sociales;
3. Libération intégrale des nouvelles parts sociales et de la prime d'émission moyennant apport en numéraire;
4. Suppression de la valeur nominale des cent soixante-quinze (175) parts sociales;
5. Augmentation du capital social à concurrence de deux cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq euros (290.625,- EUR), pour le porter de son montant actuel de vingt et un mille huit cent soixante-quinze euros (21.875,- EUR) à trois cent douze mille cinq cents euros (312.500,- EUR), sans création et émission de parts sociales nouvelles, mais par l'augmentation du pair comptable des cent soixante-quinze (175) parts sociales;
6. Libération de l'augmentation de capital moyennant incorporation du compte "prime d'émission";
7. Constatation de la répartition des parts sociales;
8. Modification afférente du premier alinéa de l'article 6 des Statuts; Transfert du siège social à L-9690 Watrange, 21, rue Abbé Welter, et modification afférente de l'article 5 des statuts;
9. Nomination de Monsieur Serge LEGUIDE, dirigeant de société, né à Paris (France), le 6 octobre 1941, demeurant à F-75011 Paris, 15, passage Sainte Anne Popincourt, comme gérant suppléantaire et détermination de la durée de son mandat et de son pouvoir de signature;
10. Divers.

Ensuite l'Assemblée, composée comme dit ci-avant, a pris, après délibération, à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de neuf mille trois cent soixante-quinze euros (9.375,- EUR) afin de le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à vingt et un mille huit cent soixante-quinze euros (21.875,- EUR), par la création et l'émission de soixante-quinze (75) parts sociales nouvelles, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, émises avec une prime d'émission totale de deux cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq euros (290.625,- EUR), ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes et donnant droit aux dividendes à partir de ce jour.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'approuver l'entrée dans le capital social de la Société des sociétés "HOTELIERE SERGE LEGUIDE" et "HOTELIERE SL", prédésignées, comme Nouvelles Associées.

Souscription et libération

Est ensuite intervenu Monsieur Serge LEGUIDE, agissant en ses qualités de gérant des sociétés "HOTELIERE SERGE LEGUIDE" et "HOTELIERE SL", lesquelles déclarent souscrire aux soixante-quinze (75) parts sociales nouvelles comme suit:

- la société "HOTELIERE SERGE LEGUIDE": 25 parts sociales;
- la société "HOTELIERE SL": 50 parts sociales;

Toutes ces parts sociales sont entièrement libérées, ensemble avec la prime d'émission, par les prédicts souscriptrices moyennant versement en numéraire, de sorte que le montant total de trois cent mille euros (300.000,- EUR), se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède, les Nouvelles Associées, désormais autorisés à voter, rejoignent l'Associé Unique en Assemblée pour les besoins des résolutions à suivre.

Sur ce, l'Assemblée décide:

- de supprimer la valeur nominale des dorénavant cent soixante-quinze (175) parts sociales; et
- d'augmenter le capital social à concurrence de deux cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq euros (290.625,- EUR), pour le porter de son montant actuel de vingt et un mille huit cent soixante-quinze euros (21.875,- EUR) à trois cent douze mille cinq cents euros (312.500,- EUR), sans création et émission de parts sociales nouvelles, mais par l'augmentation du pair comptable des cent soixante-quinze (175) parts sociales.

L'Assemblée constate que l'augmentation de capital présentement effectuée est intégralement libérée par l'incorporation au capital social du montant de deux cent quatre-vingt-dix mille six cent vingt-cinq euros (290.625,- EUR) à prélever sur le compte "prime d'émission" provenant de l'augmentation de capital ci-avant réalisée.

Tous pouvoirs sont conférés à la gérance de la Société pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

Quatrième résolution

L'Assemblée constate que les cent soixante-quinze (175) parts sociales sont dorénavant réparties comme suit:

- | | |
|---|-----|
| 1. Monsieur Laurent LEGUIDE, pré-qualifié, cent parts sociales, | 100 |
| 2. "HOTELIERE SL", pré-désignée, cinquante parts sociales, | 50 |
| 3. "HOTELIERE SERGE LEGUIDE", pré-désignée, vingt-cinq parts sociales | 25 |

Cinquième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec ce qui précède, l'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des Statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. (Premier alinéa).** Le capital social est fixé à trois cent douze mille cinq cents euros (312.500,- EUR), représenté par cent soixante quinze (175) parts sociales sans désignation de valeur nominale."

Sixième résolution

L'Assemblée décide de transférer le siège social à L-9690 Watrange, 21, rue Abbé * Welter, et de modifier subséquemment l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Lac de la Haute Sûre (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger."

Septième résolution

L'Assemblée décide de nommer, pour une durée indéterminée, Monsieur Serge LEGUIDE, dirigeant de société, né à Paris (France), le 6 octobre 1941, demeurant à F-75011 Paris, 15, passage Sainte Anne Popincourt, comme gérant supplémentaire et de fixer le pouvoir de signature des gérants comme suit:

"Chaque gérant a, vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et sans restrictions et l'engager valablement par sa seule signature."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à la somme de deux mille huit cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ès-qualités qu'ils agissent, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. LEGUIDE, S. LEGUIDE, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 novembre 2013. LAC/2013/50094. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161499/128.

(130197934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

HE Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 181.709.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of October.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

HWE Management GP, LLC, a Delaware limited liability company having its registered office at c/o the Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, United States of America, incorporated under the laws of Delaware on 08 July 2013, registered with the Delaware Secretary of State under file number 5361031, represented by Mr Christian Lennig, Rechtsanwalt, professionally residing in L-1011 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, on 29 October 2013, which, initialled *ne varietur* by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities..

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a limited liability company (*société à responsabilité limitée*), governed by the relevant laws and the present articles of incorporation:

Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"Law of 10 August 1915"	the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended from time to time
"Law of 13 February 2007"	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as the same may be amended from time to time
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the Company, as the same may be amended from time to time
"Bank Business Day"	each day upon which the banks are open for business in Luxembourg
"Board"	the board of Managers of the Company
"Manager"	a manager appointed to the Board or as the case may be a member of the Board
"Share(s)"	means the shares issued by the Company and any share issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any share representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganization or variation of the capital of the Company
"Shareholder"	means a holder of Shares.

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in the future a company in the form of a *société à responsabilité limitée* under the name of HE Management S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. The Company's corporate object is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may, in particular, act as general partner (*associé gérant commandité*) of "HE Investments SICAV-FIS" (the "Fund"), a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund governed by Luxembourg laws and incorporated under the legal form of a partnership limited by shares (*société en commandite par actions*) and of any other undertakings for collective investment established under the form of partnerships limited by shares.

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the Fund or of any other undertakings for collective investment established under the form of partnerships limited by shares. The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly with all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board after having received Shareholders consent.

In the event that the Board determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The Company's capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred (100) Shares of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-) each. The one hundred (100) Shares have all been fully paid in cash.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the single Shareholder or by resolution of the Shareholders of the Company adopted in accordance with Article 20 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Company or by one or more persons on behalf of the Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of Shares held by him.

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law of 10 August 1915.

Title III. Shareholder meetings

Art. 6. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of Company.

Art. 7. In case of a single Shareholder, the single Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which may be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, telegram, facsimile or e-mail transmission.

Art. 8. If legally required or if not so required upon the decision of the Board, annual general meetings of Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Board, exceptional circumstances so require.

The Board may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast by those Shareholders present and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Board by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Board will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Board may prepare an additional agenda.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

Title IV. Administration

Art. 9. The Company shall be managed by at least three Managers, which will constitute the Board.

The Managers need not be Shareholders of the Company.

The Managers shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment.

The Managers mandate may be revoked at any time with or without a reason by the general meeting of Shareholders.

Art. 10. The Board shall choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Board may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

The Board, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least eight (8) Bank Business Day prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if at least two Managers are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented. The chairman shall not have a casting vote.

Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

Art. 11. The Board shall have power to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board.

Art. 12. The Company shall be bound by the joint signature of any two Managers, or by the joint signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Board, together with one Manager.

Art. 13. The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company, including the right to sign on behalf of the Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Board.

Art. 14. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterparty, such Manager or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

Art. 15. To the extent permitted by Luxembourg law, the Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Title V. Accounting, Distributions

Art. 16. The operations of the Company and its financial situation as well as its books shall be supervised by one or more auditor(s) qualifying as reviseur d'entreprises agréé(s). The auditor(s) shall be elected by the Shareholders at the annual general meeting of Shareholders for a period which shall end on the day of the following annual general meeting of Shareholders which decides upon the appointment of its (their) successor(s).

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31 December of each year.

Art. 18. From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the Board to do so.

The Board, may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

Title VII. Winding up, Liquidation

Art. 19. In the event of a winding-up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

Title VIII. Amendments

Art. 20. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

Art. 21. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 13 February 2007.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2014.

Subscription and Payment

The capital of the Company is subscribed as follows:

HWE Management GP, LLC, above named, subscribes for one hundred (100) Shares of one hundred and twenty-five Euro (EUR 125.-) each, resulting in a total payment of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-).

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred euro.

Resolutions of the sole shareholder

The above named party representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

a) The following are elected as Managers for an unlimited duration:

- Julien Alex, Dr. jur. Retired diplomat, born in the City of Luxembourg, on 18 July 1939, residing at the 46, rue F.S. Tinant, L-2622 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

- Manuel Hauser Managing Director of Allegro S.à r.l., born in City of Luxembourg, on 3 March 1959, residing at 23 Avenue Monterey L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- John E. Thomas Vice-President of Hillwood Development Company LLC, born in Massachusetts, United States of America, on 9 January 1956, residing at 3090 Olive Street, Suite 300, Dallas, Texas 75219, United States of America.

b) The following is elected as independent auditor for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts as at 31 December 2014:

"KPMG Luxembourg", a „société à responsabilité limitée", with registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, RCS Luxemburg, section B number 149 133).

c) The registered office of the Company is set at 6, route de Treves, L-2633 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above named persons, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German versions, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am dreißigsten Oktober.

Vor Uns Maître Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen:

HWE Management GP, LLC, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in c/o the Corporation Trust Company, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, Vereinigte Staaten von Amerika, gegründet unter dem Recht von Delaware am 08. Juli 2013, registriert beim „Delaware Secretary of State“ unter der Nummer 5361031, vertreten durch Herrn Christian Lennig, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in L-1011 Luxemburg, aufgrund einer am 29. Oktober 2013, privatschriftlich erteilten Vollmacht, die von der Erschienenen und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" unterzeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung (articles of incorporation) einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu Protokoll zu nehmen:

Einleitender Titel - Definitionen

In dieser Satzung haben die folgenden Begriffe, die ihnen im Folgenden jeweils zugeordnete Bedeutung:

"Gesetz vom 10. August 1915"	Das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;
"Gesetz vom 13. Februar 2007"	Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung;
"Satzung"	Die vorliegende Satzung in seiner jeweils geltenden Fassung;
"Geschäftstag"	Ein voller Tag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;
"Rat der Geschäftsführung"	Der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft;
"Geschäftsführer"	Einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;
"Gesellschaftsanteil(e)"	Die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung oder Veränderungen des Kapitals für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen; und
"Gesellschafter"	Ein Inhaber von Anteilen.

SATZUNG

Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

Art. 1. Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen HE Management S.à r.l. (nachstehend "Gesellschaft" genannt) gegründet.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen in jedweder Form an Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Unternehmen, seien es Luxemburgische oder ausländische, zu erwerben; Wertpapiere und Rechte durch Beteiligungen, Einbringung, Zeichnung, den Erwerb von Betrieben oder Optionen, Übertragungen oder auf andere Art zu erwerben und namentlich Patente und Lizenzen zu erwerben, zu verwalten und zu entwickeln; Unternehmen, an denen die Gesellschaft eine Beteiligung hält, jedwede Unterstützung, Darlehen, Vorteile oder Garantien zu gewähren und schließlich jede Maßnahme durchzuführen, die direkt oder indirekt mit diesem Zweck verbunden ist.

Die Gesellschaft darf insbesondere als Komplementärin (associé gérant commandité) des "HE Investments SICAV-FIS" (der "Fonds") fungieren, einer Luxemburgischen Fondsgesellschaft mit variablem Kapital -spezialisierte Investmentfonds nach den Gesetzen Luxemburgs und gegründet in der Rechtsform einer partnership limited by shares (société en commandite par actions), sowie jedes anderen Organismus für gemeinsame Anlagen der in Form einer partnership limited by shares errichtet wurde.

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten, die mit ihrer Stellung als Komplementärin des Fonds oder eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Form einer société en commandite par actions ausführen.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass der Rat der Geschäftsführung befindet, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt und in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-) je Anteil aufgeteilt.

Die einhundert (100) Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingeschäfters oder der Gesellschafter der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Gesellschafter, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, sind die von dem Alleingeschäfters gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 übertragen werden.

Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

Art. 6. Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter der Gesellschaft gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

Art. 7. Sofern die Gesellschaft einen Alleingeschäfters hat, stehen diesem sämtliche der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingeschäfters zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

Art. 8. Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Rates der Geschäftsführung, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Rat der Geschäftsführung dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Rat der Geschäftsführung kann weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind vom Rat der Geschäftsführung durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Rat der Geschäftsführung wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Rat der Geschäftsführung eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

Abschnitt IV. Verwaltung

Art. 9. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von mindestens drei Geschäftsführern geführt, die den Rat der Geschäftsführung bilden.

Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Die Geschäftsführer können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne die Angabe von Gründen ihres Amtes enthoben werden.

Art. 10. Der Rat der Geschäftsführung ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Rat der Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte („Officers“) der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigte haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens acht (8) Geschäftstage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen. Der Vorsitzende hat nicht die entscheidende Stimme.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 11. Der Rat der Geschäftsführung ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Rat der Geschäftsführung ausgeübt.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei Geschäftsführern, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem Geschäftsführer.

Art. 13. Der Rat der Geschäftsführung kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie vom Rat der Geschäftsführung hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 14. Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn einer oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte den Rat der Geschäftsführung von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

Art. 15. Soweit es nach luxemburgischen Recht zulässig ist, kann die Gesellschaft einen Geschäftsführer oder Bevollmächtigter, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betreffenden als Geschäftsführer oder Bevollmächtigter für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Gesellschafter oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betreffende insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft eines Rechtsberaters gegenüber der Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft, ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem (oder mehreren) Abschlussprüfer(n) überwacht, bei denen es sich um *reviseur d'entreprises agréé(s)* handelt. Der Abschlussprüfer (oder die Abschlussprüfer) wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestimmt, der am Tage der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, die über die Bestellung des Nachfolgers oder der Nachfolger entschieden wird.

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10 %) des Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Rat der Geschäftsführung anweisen, dies zu tun.

Der Rat der Geschäftsführung kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation

Art. 19. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

Abschnitt VIII. Änderungen

Art. 20. Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischem Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Art. 21. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zu beantworten.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung und Zahlung

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte HWE Management GP, LLC, zeichnet einhundert (100) Gesellschaftsanteile zu einem Nennbetrag von jeweils einhundertfünfzig Euro (EUR 125,-) gegen Zahlung von insgesamt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-).

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber dem unterzeichneten Notar erbracht.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf neun hundert Euro.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Als Inhaber des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Parte in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

a) Die folgenden Personen werden für unbestimmte Zeit, als Geschäftsführer bestellt:

- Julien Alex, Dr. jur., Pensionierter Diplomat, geboren in Luxemburg-Stadt am 18. Juli 1939, wohnhaft in 46, rue F.S. Tinant, L-2622 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

- Manuel Hauser, Geschäftsführer der Allegro S.à r.l., geboren in Luxemburg-Stadt am 3 März 1959, mit Geschäftsadresse in 23 Avenue Monterey L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

- John E. Thomas, Vize-Präsident der Hillwood Development Company LLC, geboren in Massachusetts, United States of America, am 9. Januar 1956, mit Geschäftsadresse in 3090 Olive Street, Suite 300, Dallas, Texas 75219, United States of America.

b) Als unabhängiger Abschlussprüfer wird für die Dauer eines Zeitraums bis zum Ende der jährlichen Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss zum 31 Dezember 2014:

„KPMG Luxembourg“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Gesellschaftssitz in 9, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, RCS Luxemburg, Sektion B Nummer 149 133).

c) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Personen die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Personen ist bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text dem Bevollmächtigten der Erschienenen vorgelesen wurde, dessen Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von dem Bevollmächtigten der Erschienenen gemeinsam mit Uns dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: C. LENNIG, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 6. November 2013. Relation: EAC/2013/14416. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013161422/497.

(130198391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

158780

Binar s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-7258 Helmsange, 3, rue des Pommiers.

R.C.S. Luxembourg B 173.958.

L'an deux mille treize, le quatre novembre.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée BINAR S.à r.l., avec siège social à L-7258 Helmsange, 3, rue des Pommiers, RCS Luxembourg B 173958, constituée suivant acte notarié en date du 18 décembre 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 397 du 18 février 2013.

La séance est ouverte à 16.30 heures sous la présidence de Monsieur Christian Bieber, Associé-Gérant, demeurant 3, rue des Pommiers, L-7258 Helmsange.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Max Kneip, demeurant à 57, rue de Bridel, Béreldange, et comme scrutateur le représentant de la société Infinis Capital Participations S.à r.l., en la personne de Monsieur Gary E. Kneip, demeurant à L-2266 Luxembourg, 30, rue d'Oradour.

Ensuite le Président constate qu'il résulte de la liste des présences annexée au présent procès-verbal et qui sera signée par les membres du bureau, que tous les associés sont présents et qu'ainsi l'intégralité du capital est représentée et que les associés se reconnaissent dûment convoqués et qu'ils déclarent avoir eu au préalable connaissance de l'ordre du jour.

Il constate que dès lors la présente assemblée générale extraordinaire est dûment constituée pour délibérer et décider par rapport à l'ordre du jour suivant:

1.- Acter l'engagement du 3 novembre 2013 d'un emprunt convertible engagé par la société auprès du prêteur Infinis Capital Participations S.à r.l. par acte sous seing privé signé entre parties le 3 novembre 2013.

3.- Acter la cession 80 parts sociales tenues par les associés Christian Bieber et Michel Reuter en faveur Monsieur Max Kneip, demeurant au 57 rue de Bridel, 7217 Béreldange, par acte sous seing privé signé entre parties le 3 novembre 2013.

4.- Acter une augmentation du capital social de la société par un apport de dix mille Euro (EUR 10.000.-) par Monsieur Christian Bieber contre une émission de quatre-vingts (80) parts nouvelles à leur valeur nominale de cent vingt cinq Euro (EUR 125.-).

5.- Acter une augmentation du capital social de la société par un apport de dix mille Euro (EUR 10.000.-) par Monsieur Michel Reuter contre une émission de quatre-vingts parts (80) parts nouvelles à leur valeur nominale de cent vingt cinq Euro (EUR 125.-).

6.- Acter une augmentation du capital social de la société par un apport de dix-sept mille cinq cents Euro (EUR 17.500.-) par la société à responsabilité limitée Infinis Capital Participations S.à r.l. contre une émission de cent quarante (140) parts nouvelles à leur valeur nominale de cent vingt cinq Euro (EUR 125.-).

Le Président déclare la discussion ouverte.

Après en avoir dûment délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée prend connaissance et approuve le contrat de prêt entre la Société et Infinis Capital Participations S.à r.l. pour un montant de EUR 7.500.- (sept mille cinq cents euros).

Deuxième résolution:

L'Assemblée prend acte des cessions de parts sociales suivantes intervenues en date du 3 novembre 2013:

1. Cession de 20 (vingt) parts sociales tenues par les associés Christian Bieber et Michel Reuter en faveur de la société Infinis Capital Participations S.à r.l., société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2530 Luxembourg, 8, rue Henri M. Schnadt, (RCS Luxembourg B 165877),

2. Cession 80 (quatre-vingts) parts sociales tenues par les associés Christian Bieber et Michel Reuter en faveur Monsieur Max Kneip, demeurant au 57 rue de Bridel, 7217 Béreldange, Luxembourg, né à Luxembourg, le 27 octobre 1983.

Une copie de ces cessions de parts restera annexée aux présentes.

Conformément à l'article 1690 du Code Civil, les cessions de parts sont acceptées au nom de la Société par le gérant technique de la Société Monsieur Christian BIEVER, prénommé.

Suite à ces cessions de parts, la répartition des 100 (parts sociales), représentant l'intégralité du capital social, est actuellement la suivante:

- Monsieur Max KNEIP:

Quatre-vingts parts 80

- Infinis Capital Participations S.à r.l. :

Vingt parts 20

Troisième résolution:

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la société à concurrence de trente-sept mille cinq cents Euro (EUR 37.500.-) par la création de trois cents (300) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cent-vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) à cinquante mille euros (EUR 50.000.-)

Les nouvelles parts sociales sont souscrites et libérées comme suit:

- 80 (quatre-vingts) parts sociales nouvelles sont souscrites par Monsieur Christian Biever, prénommé, et sont entièrement libérées par un apport en espèces de dix mille Euro (EUR 10.000.-)

- 80 (quatre-vingts) parts sociales sont souscrites par Monsieur Michel Reuter, demeurant à L-9464 Stolzembourg, 5, rue Klangberg,

ici présent, et sont entièrement libérées par un apport en espèces de dix mille Euro (EUR 10.000.-)

- 140 (cent quarante) parts sociales sont souscrites par la société Infinis Capital Participations S.à r.l., prénommée, ici représentée par son gérant Monsieur Gary E. Kneip, prénommé, et sont entièrement libérées par un apport en espèces de dix-sept mille cinq cents Euro (EUR 17.500.).

Les parts sociales ainsi souscrites sont donc entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme totale de EUR 37.500.- (trente-sept mille cinq cents euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Suite à cette augmentation de capital, les 400 (quatre cents) parts sociales représentant l'intégralité du capital social, sont réparties comme suit

- Infinis Capital Participations S.à r.l.:	160 parts
- Monsieur Max Kneip:	80 parts
- Monsieur Christian Biever:	80 parts
- Monsieur Michel Reuter:	80 parts

Quatrième résolution:

En conséquence la résolution qui précède, l'Assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts comme suit:

Art. 5. «Le capital social est fixé à EUR 50.000.- (cinquante mille euros) représenté par 400 (quatre cents) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 125.- (cent vingt-cinq euros) chacune.»

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui incombent à la Société à la suite du présent acte sont estimés à EUR 2.000.-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec nous, le notaire.

Signé: C. BIEVER, M. KNEIP, G. E. KNEIP, M. REUTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50954. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161833/95.

(130198852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Pioneer Alternative Investment Funds (Lux), Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 140.708.

In the year two thousand and thirteen, on the thirty-first of October;

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

Was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of Pioneer Alternative Investment Funds (Lux), a société d'investissement à capital variable, fonds d'investissement spécialisé, established and having its registered office in L-1160 Luxembourg, 16 Boulevard d'Avranches, registered with the Trade and Companies Register of Luxembourg, section B, under number 140708, incorporated pursuant to a deed of Maître Joëlle Baden, notary residing in Luxembourg, dated 16 July 2008, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2113 on 1 September 2008.

The Meeting was opened with Mrs Céline Labarsouque, private employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary of the Meeting Mrs Valérie Closter, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Mrs Agnieszka Klemens, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That all the shares being registered shares, the present Meeting has been convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 17 October 2013;

II. That the agenda of the Meeting is the following:

Agenda

- 1) Decision on the dissolution and liquidation of the Company.
- 2) Appointment of a liquidator and determination of its powers.
- 3) Appointment of an auditor to the liquidation.
- 4) Miscellaneous.

III. That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares, are shown on an attendance list; this attendance list is signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the bureau of the Meeting and the officiating notary.

IV. That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the bureau of the Meeting and the officiating notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

V. That it results from the attendance list that out of 348,183.2670 shares outstanding, 348,183.2670 shares are duly represented at this Meeting.

Pursuant to article 67-1 (2) of the Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate and decide on the items of the agenda of the Meeting.

Then the Meeting, after deliberation, takes the following resolutions by more than two third of the votes:

First resolution

The meeting resolves to dissolve the Company and to put it into liquidation, in compliance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Second resolution

As a consequence of the above, the meeting resolves to appoint Pioneer Asset Management S.A., having its registered office in L-2180 Luxembourg, 8-10, rue Jean Monnet, duly represented by Mr. Enrico Turchi, Managing Director, as liquidator of the Company.

The meeting resolves that the liquidator will have the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and that the liquidator is empowered, among other things, to the following:

- to pay liquidation proceeds in specie to the Shareholders (subject to their express approval thereon);
- to accomplish all the acts provided for by article 145 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, without requesting the authorisation of the shareholders in the cases in which it is requested.
- to delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix, for special or specific operations, under its own responsibility.

The liquidator is furthermore relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to appoint KPMG Luxembourg, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing and incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (Grand-Duchy of Luxembourg) and registered in the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 149133, as auditor to the liquidation.

There being no further business on the agenda of the Meeting, the Meeting is thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties, the appearing parties signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: C. LABARSOUQUE, V. CLOSTER, A. KLEMENS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 novembre 2013. Relation: LAC/2013/50832. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 20 novembre 2013.

Référence de publication: 2013161580/72.

(130197803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 novembre 2013.

Determination, Société Anonyme.

Siège social: L-8232 Mamer, 32, route de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 73.206.

L'AN DEUX MIL TREIZE, LE QUINZE NOVEMBRE.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, sous-signé.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «DETERMINATION», ayant son siège social au 32 route de Holzem, L - 8232 Mamer, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B, sous numéro 73.206, constituée suivant acte notarié du 14 décembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 133 du 9 février 2000. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 22 novembre 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 458 du 22 mars 2002.

L'assemblée est présidée par Monsieur Fabio GASPERONI, employé, demeurant professionnellement à Capellen.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant professionnellement à Redange-sur-Attert.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Fabio GASPERONI, employé, demeurant professionnellement à Capellen.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Qu'une partie des actions de la société, celles émises lors de la constitution de la société, ont été matérialisées en action au porteur et les autres, à savoir celles émises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 22 novembre 2001 dont question ci-avant, n'ont pas été matérialisées.

Les propos du président sont confirmés par des déclarations émises tant par l'actionnaire que par un des administrateurs de la société.

III.- Qu'il ressort de la liste de présence que la totalité des sept mille sept cent cinquante (7.750) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

IV.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision sur la mise en liquidation de la société.
2. Nomination de Madame Elisabeth SKOG, demeurant au 26, rue Philippe II, à L-2340 Luxembourg, comme liquidateur de la société et détermination de ses pouvoirs.
3. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation à compter de ce jour.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme en qualité de liquidateur de la société Madame Elisabeth SKOG, née à Trelleborg le 22 septembre 1964, demeurant au 26, rue Philippe II, à L-2340 Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la société aux actionnaires, proportionnellement au nombre de leurs actions, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas de paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Capellen, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: F. GASPERONI, B. TASSIGNY, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 novembre 2013. Relation: RED/2013/1951. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21 novembre 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013161895/67.

(130198880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Atlas Investment Company 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.807.

Extrait de l'Assemblée générale tenue à Luxembourg le 3 octobre 2013

L'associé unique décide de renouveler les mandats de gérant pour une durée indéterminée de Monsieur Alain DE-LOBBE avec adresse professionnelle au 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg et de Monsieur Antonis ANASTASIOU avec adresse professionnelle au 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

L'associé unique décide également de nommer en tant que réviseur d'entreprises agréé la société ERNST & YOUNG, avec siège au 7, rue Gabriel Lippmann, Parc d'activité Sydrall 2, L-5365 Munsbach et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B47771, jusqu'à l'Assemblée Générale approuvant les comptes annuels 2013, et de rayer ERNST & YOUNG LUXEMBOURG S.A. dont le mandat est arrivé à échéance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013170619/17.

(130208202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.

Efir S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 22.279.300,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 109.859.

Extrait du procès verbal de l'assemblée générale des associés de la société prises en date du 5 décembre 2013

En date du 5 décembre 2013, les associés de la Société ont décidé à l'unanimité d'accepter la démission de Monsieur Paolo INGRASSIA de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 5 décembre 2013.

Les associés de la société ont décidé à l'unanimité de nommer Monsieur Gabriele CERMINARA, né le 20 mars 1974 à Vibo Valentia (Italie), demeurant à 21 Bastioni di Porta Nuova, I-20121 Milan (Italie), en qualité de gérant de la Société avec effet au 5 décembre 2013.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- AEW Europe Srl;
- Mr. Ronan BODERE;
- Mr. Gabriele CERMINARA.

Ainsi fait à Luxembourg, le 6 décembre 2013.

Référence de publication: 2013170789/19.

(130208237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2013.